

# L'ÉGLISE CATHOLIQUE AU BURKINA FASO



La **version animée** de cette cartographie est disponible en ligne via ce lien : [L'église catholique face au Burkina Faso](#)



L'évangélisation de la Haute Volta (actuel Burkina Faso) a été l'œuvre de la Société des Missionnaires d'Afrique, plus connue sous le pseudonyme de « *Pères Blancs* ». Le 20 mars 1899, Mgr Prosper Augustin Hacquard, alors Vicaire apostolique du Sahara-Soudan, entre à Ouagadougou pour la première fois. Bien accueilli par le *Moog Naaba Sigiri*, le prélat prophétise qu'il s'agit là du plus beau champ de mission de tout le Vicariat.<sup>iii</sup> L'année suivante, les premiers postes de mission sont ouverts en pays *moaga* à Koupéla, puis à Ouagadougou en 1901. A partir de cette date jusqu'à la mise en place de la hiérarchie catholique, suivie de la prise en main par le clergé local en 1956, l'évangélisation a patiemment et sûrement édifié une Eglise catholique à l'engagement fort sur les questions sociales. De l'indépendance de la Haute Volta (1960) à nos jours, grâce au poids de l'élite qu'elle a contribué à former mais aussi grâce à un épiscopat de plus en plus jeune et déterminé, l'Eglise catholique est devenue une force morale qui s'attaque régulièrement à ce qui représente une menace pour la dignité de l'Homme au Burkina.

### **L'Eglise catholique durant la période coloniale : l'impact politique de l'investissement social**

En 1921, soit deux ans après la création de la colonie de la Haute Volta, le Pape Pie XII crée le Vicariat Apostolique de Ouagadougou qui devient ainsi une juridiction directement rattaché au Vatican. C'est à cette date que remonte la fondation de l'Eglise catholique dans le pays. Le principal maître d'œuvre en est sans conteste Mgr Joanny Thévenoud, qui sut s'imposer et défier sans réelle difficulté aussi bien le pouvoir des chefs traditionnels que celui de l'administration coloniale. Conseiller du premier gouverneur de la Haute-Volta, Mgr Joanny Thévenoud règne ainsi pendant 43 ans (1906-1949) sur la mission catholique de Haute Volta au point que certains administrateurs

éprouvent une grande peur à l'idée d'y être affectés. Par ailleurs, la suppression de la colonie de 1933 à 1947<sup>iv</sup> a contribué à asseoir l'influence de la mission catholique. Un rapport annuel de 1933-1934 explique qu'il ne reste plus un bureau, un service, une maison de commerce, une affaire quelconque qui approche de l'importance de la mission<sup>v</sup> tandis qu'en 1935, le vicaire apostolique proclame avec assurance : « *Personne, ni Blanc, ni Noir, ne fera partir les Pères. Personne, ni Blanc, ni Noir, ne pourra faire cesser le catéchisme. Tout individu, Blanc ou Noir, qui s'opposera au catéchisme, saura ce qui lui cuira* ». <sup>vi</sup>

La période coloniale est surtout marquée par la réalisation d'œuvres socio-économiques diverses qui bouleversent l'organisation sociale traditionnelle et influencent les décisions de l'autorité administrative. A la fois œuvres d'église par leurs caractères caritatifs, elles sont aussi œuvres coloniales par l'intérêt qu'elles présentent pour les administrateurs. Dans le domaine de la santé par exemple, la renommée du dispensaire de la mission catholique de Ouagadougou est allée au de-là des frontières de la Haute Volta<sup>vii</sup>. De nos jours encore, l'Eglise catholique entretient des structures de santé de grande importance, accessibles aux patients de toute confession et suppléant aux insuffisances des structures publiques de santé<sup>viii</sup>.

Concernant l'enseignement scolaire, l'administration coloniale avait initialement accepté de laisser aux missionnaires la gestion des écoles ouvertes par eux à leur arrivée à Ouagadougou en 1901. La laïcité qui s'instaure en France quelques années plus tard confisque l'éducation scolaire aux missionnaires en leur interdisant d'en ouvrir pour eux-mêmes jusqu'en 1919. Nonobstant cette situation, des leaders politiques, syndicaux et militaires de premier plan de la Haute-Volta sont issus des établissements confessionnels ou des écoles de la mission catholique<sup>ix</sup>. La formation dispensée dans les

écoles catholiques est toujours considérée comme la meilleure. Ces écoles reçoivent des enfants sans distinction de confession religieuse.

Il est en outre important de mentionner le combat politique d'envergure mené par la mission catholique à propos du Code de l'indigénat en ses articles relatifs au mariage coutumier. A partir de 1930, Mgr Joanny Thévenoud, fait Chevalier de la Légion d'Honneur en 1932 et fort de soutiens politiques au sein du Sénat français, entreprend une campagne de dénonciation véhémente auprès des lieutenants gouverneurs de la Haute Volta et du Gouverneurs général de l'AOF (Afrique occidentale française). Il revendique un statut juridique particulier pour les chrétiens en général, et pour la jeune fille en particulier, arguant que leur appartenance à la confession catholique doit les dispenser de la soumission au Code de l'indigénat et au mariage coutumier<sup>x</sup>. Le plaidoyer de la mission catholique aboutit à l'adoption du décret n°51.1100 du 17 septembre 1951 qui consacre l'interdiction du mariage forcé. Cet épisode est la source d'une mésentente grave entre la mission catholique et la chefferie traditionnelle.

Après la mort de Monseigneur Joanny Thévenoud, Monseigneur André Dupont, Vicaire apostolique de Bobo-Dioulasso devient le père spirituel de bien des leaders de l'Afrique de l'Ouest, tels Daniel Ouezzin Coulibaly, Nazi Boni, Félix Houphouët Boigny. Jugeant le mouvement d'émancipation irréversible, la mission catholique de Bobo-Dioulasso a ainsi encadré et soutenu les réflexions au sujet de la fondation des futurs Etats indépendants.

### **L'Eglise catholique post coloniale : face aux défis de la gouvernance**

L'histoire de l'église catholique post coloniale est marquée par la nomination d'un des premiers prêtres du pays, en la personne de Paul Zoungana, aux

charges d'archevêque de Ouagadougou. Il est par la suite devenu le premier Cardinal burkinabé. Les lettres pastorales et les messages qu'il a délivrés aux chrétiens et aux « hommes de bonne volonté » lui ont permis, quand il le fallait, de dénoncer indirectement la moralité douteuse ou le comportement indélicat des responsables publics. Sa désapprobation des secondes noces du premier Président du pays, par ailleurs son condisciple, installe durablement une brouille entre le sommet de l'Etat et l'Eglise catholique, jusqu'au renversement du Président à la faveur de l'insurrection populaire du 3 janvier 1966. Pendant une dizaine d'années, l'Eglise catholique burkinabé, par le biais de la conférence des évêques, entreprend de peser afin d'inverser les décisions politiques jugées contraires à la dignité humaine et aux intérêts des citoyens.

Cependant, entre 1980 et 1990 s'engage une période de violence politique et d'omerta durant laquelle l'Eglise catholique, brusquement devenue église du silence, a préféré s'abstenir de prêches moralisateurs par crainte des représailles. L'église catholique est ainsi apparue étrangement aphone : des propos du Cardinal Paul Zoungana sur les ondes de la radio nationale après le coup d'état du Colonel Saye Zerbo en novembre 1980, l'opinion a retenu qu'il s'agissait d'une bénédiction de Dieu.

Les prises de positions de l'Eglise catholique deviennent plus précises et s'affirment progressivement à partir de l'adoption par référendum de la Constitution de la IV République en juin 1991 qui a marqué la fin d'une période d'état d'exception, caractérisée par des violences politiques (1980-1990). L'Eglise répond aux sollicitations du pouvoir de Blaise Compaoré entre 1992 et 2000, en consentant à participer au Collège des Sage chargé d'établir un diagnostic approfondi de la crise socio-politique exacerbée par l'assassinat du journaliste Norbert Zongo. Elle s'associe également à

l'organisation et à la cérémonie qui a consacré la journée nationale du pardon (30 mars 2001).

Cette disponibilité, perçue comme un soutien au régime du Président Compaoré, amorce un tournant le 20 février 2010 à la faveur du message des évêques de la conférence épiscopale du Burkina Faso (« *A l'écoute de Dieu et du monde* »). Ce message se préoccupe notamment de la menace pour la paix sociale que représente le projet de modification de l'article 37 censé permettre à Blaise Compaoré d'être candidat à sa propre succession. A l'opposé du Président et du gouvernement, les évêques prônent l'alternance au nom de l'intérêt commun. Par la suite, dans leur lettre pastorale du 15 juillet 2013, ils dénoncent la volonté des autorités politiques de mettre en place un Sénat dont le coût du fonctionnement, dans un contexte de pauvreté croissante, suscite l'incompréhension et l'indignation.



Audience de Blaise Compaoré aux évêques du Burkina au sujet de la révision de l'article 37 de la Constitution. **Crédit photo** : M. Bonaventure Paré - lefaso.net

Plus largement, la particularité des différents messages de l'épiscopat du Burkina Faso est aujourd'hui d'être très souvent en phase avec l'opinion publique. En effet, l'impunité, la corruption, la patrimonialisation du pouvoir que l'Eglise catholique dénonce exaspèrent de plus en plus une bonne partie des citoyens et commence à nourrir un sentiment de révolte. L'Eglise catholique, jointe à d'autres structures de la société civile, a contribué indirectement par ses prises de position à soutenir l'insurrection populaire d'octobre 2014.

L'ombre de l'Eglise catholique s'est profilée sur le gouvernement de la transition mis en place. Si l'un de ses évêques déclina la proposition d'en devenir le président, c'est tout de même l'un de ses fidèles laïcs, Michel Kafando (même s'il fut aussi le candidat de l'armée), qui a été désigné Président de la transition de novembre 2014 à novembre 2015, jusqu'à l'élection d'un nouveau président. Monseigneur Roumba, Archevêque de Koupéla, porte-parole de la conférence des Evêques, Monseigneur Paul Ouédraogo, Archevêque de Bobo Dioulasso, que d'aucuns ont souhaité voir diriger la transition politique au Burkina Faso, étaient durant cette période les personnalités cléricales les plus en vue. Aujourd'hui, les prises de position ne sont plus individuelles, mais collégiales et engage de ce fait tous les diocèses et tous les fidèles catholiques à travers le pays. Ces années mouvementées de l'histoire du Burkina Faso ont permis de mesurer le poids de l'Eglise catholique dans la vie politique, bien que, en termes de répartition des adeptes des différentes religions, les catholiques ne soient pas majoritaires.



Le Président de la Transition, Michel Kafando, et la Conférence des évêques du Burkina et du Niger. **Crédit photo** : M. Bonaventure Paré - lefaso.net

### **L'organisation et le poids de l'Eglise catholique aujourd'hui**

L'Eglise catholique au Burkina Faso rassemble en 2014 une communauté de 3.707.381 de fidèles. Elle est divisée en trois provinces ecclésiastiques et on compte aujourd'hui 15 diocèses dans le pays : la province de Ouagadougou regroupe quatre diocèses ; celle de Bobo-Dioulasso six diocèses et la province de Koupéla cinq diocèses (site de première entrée de l'église). Chaque province ecclésiastique est gouvernée par un archevêque. Celle de Ouagadougou est administrée par un cardinal archevêque. L'instance suprême de gouvernance est la Conférence épiscopale du Burkina-Niger (CEBN) dont l'assemblée regroupe les évêques des deux pays. Pour rappel, cette assemblée a aussi fait une déclaration allant dans le sens de la transition politique au soir du règne de Blaise Compaoré. La CEBN est membre de la Conférence Régionale des Evêques d'Afrique de l'Ouest - CERAO (regroupant les pays francophones). Elle est en relation avec l'« *Association of Episcopal Conferences of*

*Anglophone West Africa* » AECAWA, qui regroupe les pays anglophones. Toutes les grandes décisions, d'urgence ou de moyen et long terme, sont discutées et prises au niveau de ces instances.

L'organisation de l'Eglise catholique au Burkina est structurée de manière à mailler tout le pays. Les paroisses qui composent les diocèses sont des unités locales installées autant dans les villes que dans les zones rurales. Pour l'exemple, l'archidiocèse de Ouagadougou compte 26 paroisses, étendues sur 26 communes de quatre provinces administratives. A leur tour, les paroisses sont subdivisées en communautés chrétiennes de base (CCB), selon le concept « Eglise-Famille » voulu par la conférence des évêques du Burkina, pour correspondre à la taille des quartiers ou des villages. Dans ces quartiers et ces villages, les catéchistes représentent l'autorité du curé de la paroisse. Chargé de l'évangélisation mais aussi des œuvres de charité, ils sont les relais des messages de la paroisse auprès des populations à la base.



Le Premier Ministre Yacouba Isaac Zida entre le Cardinal Philippe Ouédraogo et son Auxiliaire. **Crédit photo** : M. Bonaventure Paré - lefaso.net

La permanence de la présence de l'église catholique dans toutes les localités est assurée aussi par des médias catholiques. Chaque diocèse a créé une radio FM qui, grâce à un personnel technique assez bien formé, assure quotidiennement l'animation et la diffusion des émissions. L'archidiocèse de Ouagadougou, en plus de la radio, possède une télévision (TV Maria) et une imprimerie qui édite des revues et des journaux. Ces médias contribuent à l'éducation chrétienne, civique et à la conscientisation de la communauté catholique mais aussi de tous les auditeurs. Pendant les messes du dimanche, les fidèles acceptent de répondre aux sollicitations des quêtes spécifiques pour le soutien de ces médias.

L'Eglise catholique est présente également à travers ses structures associatives qui mettent en œuvre dans les 45 provinces du Burkina Faso des projets et des programmes de développement, grâce au partenariat financier d'organisations sœurs d'Europe pour la plupart. Depuis 1998, l'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité (OCADES-CARITAS Burkina) a su tisser et consolider un réseau de 15 Secrétariats Exécutifs Diocésains (SED). A leur tour, les SED ont la responsabilité de mettre en place des équipes paroissiales d'animation pour la charité et le développement local dans les paroisses et les CCB. En 2015, OCADES-CARITAS Burkina a mobilisé et investi environ 7 milliards de francs CFA pour la réalisation d'activités dans les domaines de l'accès à l'éducation, du droit à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement et dans le domaine de la protection de l'environnement. Ces efforts constants lui ont valu d'être reconnu comme organisme d'utilité publique par l'Etat en 2013. Les interventions de ces organismes de même que ceux des centres médicaux qui offrent une qualité de soins souvent meilleure à celle des structures publiques, ciblent toute personne dans le besoin indépendamment de sa confession religieuse.

Depuis "l'*ajornamento*" prôné par le Concile Vatican II d'abord et surtout par les recommandations du Pape Jean-Paul II, l'Eglise catholique du Burkina a accepté d'entrer en dialogue avec les autres communautés religieuses notamment musulmanes et traditionnelles. Un comité « du dialogue islamo-chrétien » a ainsi été créé pour organiser et alimenter une concertation permanente dans le respect mutuel. En revanche, excepté la collaboration pour la production et la diffusion de certains documents religieux (traduction œcuménique de la Bible / TOB par exemple), il n'y a pas de concertation formalisée avec les églises protestantes, en raison de l'histoire et des dogmes à l'origine de l'existence des différents courants chrétiens.

### Les relations de l'Eglise du Burkina Faso avec le Saint-Siège

L'Eglise catholique du Burkina ne présente pas les caractéristiques d'une force capable d'influer de manière significative sur les positions du Saint Siège. Tout au moins, on peut dire cependant qu'elle bénéficie de son estime. En effet l'élévation au cardinalat de MGR Paul Zoungrana, le 22 février 1965, a donné la faveur à l'église du Burkina de disposer d'un représentant qui, en tant que collaborateur du Pape, participe au gouvernement de l'Eglise. Le plus grand événement du point de vue des relations avec Rome est cependant intervenu en mai 1980. Alors que le pays était secoué par des revendications sociales et des crises politiques, le Pape Jean-Paul II, en route pour la Côte d'Ivoire, accepta d'effectuer une escale à Ouagadougou. Cette visite, qui dura le temps d'une grand-messe, a marqué néanmoins les esprits et réuni tous les citoyens du pays. A cette occasion, le Pape a lancé un appel en faveur des pays du Sahel, éprouvés par la sécheresse, qui s'est concrétisé par la création de la Fondation Jean-Paul II pour le Sahel<sup>vi</sup>. Le Pape Jean-Paul II est revenu le 29

janvier 1990 en visite officielle pour célébrer le dixième anniversaire de son « appel de Ouagadougou ».

Ces dernières années, le rapprochement diplomatique du Burkina Faso avec le Vatican a été concrétisé par l'ouverture d'une Nonciature Apostolique (à Ouagadougou,) et l'accréditation d'un Nonce (ambassadeur du Saint Siège). La proximité de sa résidence avec la Présidence du Faso a permis au Général Gilbert Diendiéré, auteur du putsch avorté de septembre 2015, de s'y réfugier avant d'être livré à la justice burkinabé sur engagement des autorités de respecter les conditions exprimées par le Nonce, notamment le respect de sa dignité et de son intégrité physique. Après le décès du Cardinal Paul Zoungrana le 4 juin 2000, la collaboration directe avec le Pape a été renouvelée grâce à l'ordination d'un nouveau Cardinal, Philippe Ouédraogo, par le Pape François le 22 février 2014. Le Saint Siège cite régulièrement le Burkina Faso comme un exemple de cohabitation harmonieuse et pacifique entre les religions. La récente visite du Président Kaboré, catholique pratiquant, au Vatican, offrira certainement au Pape François l'occasion d'une visite pastorale au Burkina Faso.

### **Les courants au sein de l'Eglise catholique**

Il est difficile de déterminer clairement les différents courants qui traversent l'Eglise catholique du Burkina Faso aujourd'hui. On constate seulement la floraison de groupes spécifiques de prières. Parmi eux, le groupe dit « charismatique » mobilise de plus en plus de fidèles et organise régulièrement



de gigantesques meetings de prière dont la pratique (surtout les séances de délivrance et de guérison) est proche de celle des « Pentecôtistes ». Ce groupe exprime une certaine tentation de se particulariser.

En revanche, on peut identifier les principales figures charismatiques au regard des responsabilités ecclésiastiques qu'elles exercent et de leur contribution à la résolution des différents conflits sociopolitiques qui ont secoué le Burkina Faso. De ce point de vue, le Cardinal Paul

Zoungrana, aujourd'hui décédé, demeure une figure marquante. C'est lui qui, à partir de 1960, a construit le contenu de la lettre et de l'esprit de la pastorale sociale, et affronté, chaque fois que nécessaire, les différents régimes qui se sont succédés au pouvoir jusqu'en 1995 année de son admission à la retraite. Au niveau ecclésiastique, et plus précisément en ce qui concerne la forme du message évangélique, des évêques comme Mgr Anselme Titiamana Sanon ont ardemment prêché l'approfondissement de l'inculturation sans que, en dehors du diocèse de Bobo-Dioulasso qu'il dirigeait alors, l'écho de son souhait ne soit vraiment entendu. Quant aux prélats qui ont contribué à la résolution des crises sociopolitiques, on peut citer entre autres : Mgr François Séraphin Rouamba (évêque de Koupéla) qui a présidé l'éphémère Conférence nationale souveraine en 1990, Mgr Anselme T. Sanon (évêque émérite de Bobo-Dioulasso) président de collège des sages mis en place pour gérer la crise politique après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, Mgr Paul Ouédraogo, proposé pour la Présidence de la transition après l'insurrection populaire, qui a finalement été désigné comme Président de la Commission nationale pour les réformes et la réconciliation nationale. Le Cardinal Philippe

Ouédraogo, même s'il n'a pas joué un rôle particulier, est connu pour sa liberté de ton. D'une manière générale, il est certain qu'une nouvelle génération de prêtres, celle des années 1990, et de jeunes évêques tirent la pensée et le message de l'Eglise catholique du Burkina Faso vers une conception et une représentation plus populaire du christianisme.

### Conclusion

L'Eglise est née en 1900 au Burkina Faso et continue de construire son influence depuis lors. Elle a su exprimer une grande volonté de libération et d'espérance depuis sa création. Libération de la servitude et de l'exploitation à travers la lutte qu'elle a menée contre les abus de l'administration coloniale, contre les coutumes aliénantes et les despotes locaux, afin que le respect dû à la dignité de la personne s'impose. Tout en menant ce combat, l'Eglise Catholique au Burkina s'est investie dans le développement économique et social du pays tout en menant en son sein une réflexion sur le modèle social et politique qu'elle veut voir s'instaurer au Burkina Faso. Si par le passé, par excès de conservatisme parfois - ce que Mgr Anselme Titiamana Sanon appelle les combats d'arrière-garde de l'Eglise - elle a été débordée par les évolutions sociales et politiques, elle a su dans les moments cruciaux de l'histoire du pays montrer la qualité intellectuelle de son clergé à travers les prises de positions courageuses qui lui valent aujourd'hui respect et considération.

**Auteurs :** Ludovic Ouhonyioué KIBORA et Martial HALPOUGDOU, Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST), Burkina Faso.

### *Pour en savoir plus*

- Kolesnora Pascal, 2016, De la démocrature à la démocratie au Burkina. Rôle de l'Eglise et défis
- Halpougou Martial, 1998, Enjeu de l'humanitaire missionnaire dans le vicariat apostolique de Ouagadougou
- Somé Magloire, 1995, La christianisation de l'Ouest volta, action missionnaire et réaction africaine, 1927-1960
- Benoît Joseph Roger (de), 1987, Eglise et pouvoir colonial au Soudan Français

- 
- <sup>i</sup> Cette société a été fondée par le Cardinal Charles Martial Lavigerie à Alger en 1864.
- <sup>ii</sup> A propos du rôle de la royauté du Moog Naaba au Burkina Faso, voir cartographie institutionnelle de PASA n°1 : <http://africansecuritynetwork.org/assn/le-moog-naaba-et-la-royaute-des-mossi-au-burkina-faso/>
- <sup>iii</sup> - Circonscription ecclésiastique qui comprenait les pays du Maghreb et ceux de l'Afrique de l'Ouest.
- <sup>iv</sup> Pendant cette période, il n'est resté à Ouagadougou qu'un service de l'administration.
- <sup>v</sup> - A.P.B., Rapport annuel n° 29, 1933-1934, p. 333
- <sup>vi</sup> - A.P.B., Diare de Manga, 5 mai 1935.
- <sup>vii</sup> A l'époque en effet, il est le seul à avoir des ophtalmologues spécialisés dans les soins du trachome et de la cataracte et des médecins compétents pour le traitement de la trypanosomiase humaine (maladie du sommeil).
- <sup>viii</sup> On peut citer en exemple le Centre Médical avec Antenne Chirurgicale (CMA) de Saint Camille, le CMA Paul VI, le Centre CANDAF pour la prise en charge des malades du SIDA et les innombrables centres de santé et de promotion sociale (CSPS) qui accueillent les patients dans les quartiers et les villages.
- <sup>ix</sup> Les plus connus d'entre eux sont : Maurice Yaméogo, premier Président de la Haute Volta, Joseph Ouédraogo (Maire de Ouagadougou, Président de l'Assemblée nationale), Joseph Ki-Zerbo (icône de l'élite intellectuelle africaine et leader politique) et le médecin-commandant Jean Baptiste Ouédraogo, président de la Haute Volta de 1982 à 1983.
- <sup>x</sup> La lutte pour l'émancipation de la femme se manifeste également par la création en 1927 d'un centre artisanal de production de tapis appelé « ouvroir des tapis », où des





---

jeunes filles sont initiées à l'apprentissage de ce métier dans le but de les rendre financièrement autonomes et libres de choisir leur mari.

<sup>xi</sup> Depuis 1984, cette Fondation mobilise chaque année des fonds pour financer les initiatives locales de développement, notamment la formation, l'accès à l'eau, la restauration des sols et le reboisement.

Avec le soutien de   
la francophonie  
Les analyses de l'ASA n'engagent pas l'OIF

